

Vers un partenariat linguistique entre Bienne et Fribourg?

Bilinguisme La maire de Bienne, Glenda Gonzalez Bassi, et le syndic de Fribourg, Thierry Steiert, veulent défendre le bilinguisme, par exemple à travers un partenariat entre les deux villes bilingues.

Werner De Schepper
Traduction Laurent Kleisl

Glenda Gonzalez Bassi, qu'est-ce que la maire de la ville de Bienne aimerait demander au syndic de Fribourg?

Glenda Gonzalez Bassi (GGB): Thierry, on compare souvent nos cantons et nos deux villes parce qu'ils sont tous deux bilingues. Ce que je trouve intéressant, c'est que les rapports de majorité sont exactement inversés, tant au niveau cantonal que dans nos deux cités. Mais alors qu'à Bienne nous tendons vers un équilibre entre les deux groupes linguistiques, chez vous, à Fribourg, la proportion de germanophones baisse à environ 15%. Comment cela se passe-t-il dans votre Exécutif, qui compte comme chez nous cinq membres? Comment parlez-vous entre vous?

Thierry Steiert (TS): Eh bien, la langue officielle, chez nous, c'est le français. Nous ne sommes pas officiellement bilingues, mais vers l'extérieur, nous communiquons toujours dans les deux langues.

GGB: Ainsi, chez vous, tout se fait uniquement en français?

TS: A la Ville de Fribourg, la langue de travail est pratiquement exclusivement le français, sauf dans le domaine scolaire, où les deux langues sont représentées. Mais au Conseil communal, on parle uniquement français.

GGB: Et entre vous, pendant une séance du Conseil communal?

TS: Toujours en français.

GGB: Vous n'avez aucun germanophone dans l'Exécutif?

TS: Si, en me comptant, la majorité des membres a même grandi avec l'alle-

mand comme première langue. Malgré tout, nous parlons exclusivement en français.

GGB: Chez nous, à Bienne, chacun parle dans sa langue au Conseil municipal. Soit en français ou en suisse allemand. Personne ne parle le bon allemand. Même au Conseil de ville, les germanophones s'expriment en dialecte.

TS: Ce serait impensable chez nous. Si quelqu'un parle allemand au Parlement communal, ce n'est jamais en dialecte. Ce serait perçu comme une véritable provocation. Ce n'est que lorsque nous, les trois Suisses alémaniques du Conseil communal, sommes entre nous que nous parlons en suisse allemand. Et quand mon vice-président francophone, Laurent Dietrich, nous rejoint, il aime bien parler lui aussi en suisse allemand avec son accent romand. Cela l'amuse beaucoup. Jamais nous ne parlons en dialecte ou en bon allemand lors d'une séance du Conseil communal. Tout s'y fait en français. Et tous les procès-verbaux sont également rédigés en français. Et chez vous, comment cela se passe-t-il?

GGB: Quand notre chancelier francophone rédige le procès-verbal, il est en français. Quand il s'agit de notre vice-chancelière germanophone, il est en allemand.

TS: En suisse allemand?

GGB: Non, en bon allemand.

TS: Le procès-verbal est bien établi dans les deux langues, non?

GGB: Non. Il est soit en allemand, soit en français. Seule la communication externe se fait toujours dans les deux langues.

TS: Cela veut dire que les membres francophones du Conseil municipal reçoivent parfois le procès-verbal uniquement en allemand, et inversement?

GGB: Exactement. Mais si quelqu'un estime ne pas avoir été cité correctement, il peut corriger le passage concerné dans sa propre langue. Il arrive qu'un procès-verbal rédigé en français contienne des passages en bon allemand, ou l'inverse.

TS: Un procès-verbal de notre secrétaire communal contenant des passages en allemand serait impensable à Fribourg. Et dans votre Administration, travaillez-vous de la même manière?

GGB: Oui. Là aussi, les documents sont toujours rédigés dans la langue de leur auteur.

TS: Cela ne crée-t-il pas, dans la vie quotidienne de l'Administration, des confusions ou des problèmes de compréhension entre les deux communautés linguistiques?

GGB: Non. Nous possédons une Administration qui parvient réellement à se comprendre dans les deux langues. Ce n'est pas évident, mais cela fonctionne vraiment, y compris au quotidien. J'ai lu qu'il y a eu récemment une polémique autour de votre nouveau logo bilingue. Pourquoi?

TS (sort un stylo à bille bleu de sa poche et montre fièrement le nouveau logo): Nous avons trouvé une solution. Le logo, d'un graphisme ludique, affiche «Freiburg» et «Fribourg». La décision d'adopter un logo bilingue a suscité quelques débats dans certains milieux francophones, car le français est la seule langue officielle de la ville. Le bilinguisme suscite des craintes. A leurs yeux, les personnes bilingues appartiennent surtout à une élite intellectuelle. Nous, au Conseil communal, voulons au contraire rappeler avec élégance, à travers ce nouveau visuel, l'identité bilingue historique de notre cité.

GGB: Chez nous, le bilinguisme n'est pas une affaire d'élite, mais une liberté, celle de pouvoir s'exprimer dans les deux langues, selon l'envie, ses possibilités ou la situation. Un exemple: le club de hockey est considéré comme un club bilingue et très ancré dans le Seeland. Pourtant, il a choisi une devise en français: «Ici, c'est Bienne». Cette intégration du français par les germanophones, encore légèrement majoritaires à Bienne, est une réalité bien tangible. Et l'inverse fonctionne aussi.

Le Conseil d'Etat fribourgeois a récemment mis en consultation une loi sur les langues, selon laquelle les communes comptant plus de 10% de locuteurs de l'autre langue officielle du canton pourraient obtenir le statut de commune bilingue...

TS: Trois conditions doivent être remplies. Premièrement, la minorité linguistique doit représenter au moins 10%. Deuxièmement, la commune doit être limitrophe d'une autre où l'on parle l'autre langue. Et, troisièmement, cette langue minoritaire doit être historiquement implantée dans la commune depuis au moins 50 ans.

GGB: Fribourg remplit ces trois critères. Ta ville souhaite-t-elle obtenir ce statut?

TS (il rit): Je me retire au printemps et ne serai plus au Conseil communal lorsque la décision sera prise. De toute façon, il faudrait, au final, que le peuple l'approuve aussi.

GGB: Pourtant, vous avez des Ecoles dans les deux langues. Pourquoi la proportion de germanophones a-t-elle autant diminué chez vous?

TS: Beaucoup de germanophones se tournent vers Berne, qui ne se situe qu'à 20 minutes. A l'inverse, de nombreux immigrés issus du monde latin s'installent chez nous. Dix pour cent de la population de la ville parlent portugais, et leur langue de correspondance est le français.

GGB: Chez nous aussi, la migration a influencé l'évolution des communautés linguistiques. Au siècle dernier, les premiers arrivants venaient surtout d'Italie et d'Espagne, et indiquaient généralement le français comme langue



Maire de Bienne, Glenda Gonzalez Bassi a reçu le syndic de Fribourg, Thierry Steiert, à la Maison

La maire de Bienne et le syndic de Fribourg

Glenda Gonzalez Bassi est née en 1968 à Buin (Chili). Après le coup d'Etat militaire de 1973, sa famille fuit en Suisse. Elle suit sa scolarité en français, à Bienne. Depuis 2021, cette formatrice d'adultes siège au Conseil municipal et, depuis le 1er janvier 2025, occupe la fonction de maire de Bienne. Membre du Parti socialiste, elle est mariée et mère de trois enfants adultes.

Fils d'un médecin germanophone et d'une professeure de piano bilingue, **Thierry Steiert** est né à Bienne, en 1963. Il étudie le droit à Fribourg et siège depuis 2011 au Conseil communal (Exécutif) de la ville. Il en est le syndic depuis 2016. De nouvelles élections auront lieu au printemps 2026, à l'issue desquelles il quittera ses fonctions. Son frère aîné de deux ans, Jean-François, est président du Conseil d'Etat fribourgeois et membre, lui aussi, du PS.

administrative. Après la guerre des Balkans par exemple, la plupart des personnes migrantes ont choisi l'allemand comme langue de correspondance.

TS: Intéressant.

GGB: Et plus récemment, nous observons un phénomène nouveau, une migration intercantonale. De plus en plus de personnes viennent d'autres cantons...

Ils viennent surtout de Suisse romande?

GGB: Oui, mais ces derniers temps, même de Zurich et de Berne.

Parce que Bienne est encore abordable...

GGB: Oui, certainement aussi. Et nous avons encore la chance de disposer d'espace pour construire de nouveaux bâtiments.

TS: Comparée à Bienne, Fribourg est probablement plus chère.

Thierry Steiert, votre frère, le conseiller d'Etat Jean-François Steiert, a récemment déclaré dans Le JdJ que toutes les personnes effectuant un service civil, militaire ou de protection civile devraient obligatoirement accomplir une partie de leur service dans une unité ou une région d'une autre langue. Soutenez-vous cette proposition?

TS (il sourit): Je ne suis pas toujours d'accord avec ce que fait ou dit mon frère, mais là, je le rejoins complètement. C'est une excellente idée, car c'est ainsi que l'on apprend à se connaître et à se parler. Ce n'est que grâce à ce genre de rencontres concrètes que nous pouvons apprécier la présence de différentes cultures et langues dans notre pays. Quand on reste toute sa vie dans son propre environnement, les préjugés s'installent vite. Je trouve cette idée très bonne. D'ailleurs, l'armée a tou-



Blösch.

Dylan Bourquin

relles et d'autres actions ponctuelles, mais il faudrait que cela devienne un élément fixe du programme scolaire. Nous avons d'ailleurs créé une Commission du bilinguisme. Avec un tel partenariat de Villes, placé sous la bannière du bilinguisme, nous pourrions ouvrir la voie. Mais nous ne serions pas les seuls. Il existe en Suisse d'autres communes situées sur la frontière linguistique qui sont bilingues ou qui ont une histoire bilingue, comme Sierre (Siders), par exemple. Et dans les Grisons, Ilanz est officiellement bilingue – allemand et romanche –, tandis que Coire est la capitale d'un canton trilingue. Je pense, Glenda, que nous devrions y réfléchir ensemble. Cela pourrait vraiment donner quelque chose de beau.

GGB: Oui, très volontiers. Lors de mon entrée en fonction, j'ai cité la promotion du bilinguisme comme l'un de mes objectifs personnels.

Un autre sujet qui met actuellement les Villes en colère: la tentative du Conseil national, du Conseil des Etats et du Conseil fédéral d'empêcher la limitation à 30 km/h sur les routes à vocation de trafic. Les Villes prévoient-elles un référendum?

TS: Ce n'est pas seulement l'Union des villes, mais aussi l'Association des communes qui a clairement protesté, car il s'agit d'une atteinte à l'autonomie communale et à notre structure fédéraliste. C'est absurde que les Villes et les Communes ne puissent plus décider elles-mêmes de la vitesse qui est justifiée sur leurs routes. Bien sûr, il y a eu des réactions virulentes lorsque nous avons introduit la limitation à 30 km/h sur les axes principaux du centre-ville, il y a deux ans. Les attaques venaient surtout de personnes qui viennent en ville, mais n'y vivent pas. Ce que j'ai trouvé très intéressant, à l'époque, c'est que des habitants, qui ne partagent pas forcément mes opinions politiques, m'ont abordé dans la rue pour me dire qu'ils vivent ici et que leur qualité de vie s'est nettement améliorée.

A Bienne aussi, les protestations contre les mesures de circulation en ville – comme la suppression de places de stationnement ou la limitation à 30 km/h – viennent souvent de pendulaires des localités périphériques. Comment peut-on combler ce fossé entre la ville et la campagne?

GGB: Ce problème existe dans toutes les villes, avec leurs régions environnantes et leur agglomération. La seule chose à faire, c'est de maintenir le dialogue et de rassembler les régions. Et la question linguistique joue là un rôle de pont essentiel. A Bienne, nous avons deux langues, cela offre la possibilité de travailler ou de s'exercer dans les deux langues et d'acquérir des expériences que l'on ne peut pas faire ailleurs. Cette expérience-là peut vraiment contribuer à combler les fossés.

Même dans les villages qui ne sont pas vraiment bilingues, on est fier du bilinguisme dans la région Bienne-Seeland.

TS: Chez nous, à Fribourg, l'allemand est beaucoup moins présent dans la vie quotidienne. Il arrive souvent que deux germanophones commencent par se parler en français avant de se rendre compte qu'ils ont la même origine linguistique. Les proportions sont ici complètement différentes de celles de Bienne.

GGB: C'est pour cela que Bienne est une ville attractive pour les familles francophones. Tout ce qui touche au sport et à la culture s'y vit dans les deux langues.

Un autre sujet brûlant est la pénurie de logements. Quelle est la situation dans vos cités?

TS: Nous sommes dans une ville qui n'est pas très grande. Nous disposons de 9 km², dont la moitié n'est pas constructible. Notre grande vieille ville est bâtie et difficilement transformable. Nous avons peu de place pour construire de nouveaux logements. Et lorsque l'on construit ou rénove, ce sont souvent de petits appartements, d'une à trois pièces, car ils offrent un meilleur rendement. Dès qu'une famille a un deuxième enfant, elle s'en va. Nous essayons maintenant de développer une politique du logement qui permette la création de grands appartements pour les familles.

Un procès-verbal de notre secrétaire communal contenant des passages en allemand serait impensable à Fribourg.

Thierry Steiert
Syndic de Fribourg

GGB: A Bienne, nous avons décidé qu'à l'horizon 2030, 20% de tous les logements devraient être des appartements coopératifs. Nous n'atteindrons probablement pas cet objectif, mais nous devons y parvenir, car cela permet de stabiliser les loyers à long terme. Chez nous aussi, les loyers augmentent. Ils ont grimpé de 30% en 10 ans. C'est énorme pour la population. Et nous constatons que les nouveaux logements sont chers.

Beaucoup de gens continuent de venir à Bienne, car la vie y est moins chère qu'ailleurs.

TS: C'est le statut de ces cités moyennes: nous ne sommes pas tout en haut, mais la pression augmente. Et nous voyons maintenant apparaître le phénomène des jeunes familles qui quittent le milieu urbain.

GGB: C'est la même chose à Bienne. Des familles partent, elles aussi, certaines parce qu'elles souhaitent devenir propriétaires d'une maison ou d'un appartement, ce qui reste plus envisageable en dehors de la ville.

TS: Ce que je trouve très intéressant, c'est votre fête de rue, le First Friday, en vieille ville. Une motion a d'ailleurs été déposée dans notre Parlement communal pour organiser un événement similaire. Nous sommes déjà venus ici avec une délégation. C'est vraiment une très belle initiative.

GGB: A Bienne, ce n'est pas la Ville qui en est à l'origine. C'est encore aujourd'hui une association privée de bénévoles qui l'organise. La Ville apporte un soutien financier, met des infrastructures à disposition, garantit la sécurité, régle le trafic et délivre les autorisations de stands. L'engagement de l'association et des trois personnes qui portent First Friday est énorme! Le succès tient sans doute aussi au fait qu'il s'agit d'une initiative venue de la base, de la population.

TS: Oui, je pense que, chez nous aussi, cela devrait venir des gens du quartier, et que les autorités pourraient ensuite leur apporter leur soutien.

GGB: C'est important. Je constate aujourd'hui, avec le First Friday, les limites d'une telle initiative privée. Par exemple, lorsque celles et ceux qui ont lancé le projet commencent à se fatiguer. Le paradoxe, c'est que, d'un côté,

c'est un immense succès, avec tous ces stands, et que de nombreux restaurants et commerces en bénéficient. Mais de l'autre, très peu de commerçants et d'artisans veulent s'engager dans l'association ou aider à l'organisation de l'événement.

TS: C'est souvent la même chose chez nous. Les situations à Bienne et à Fribourg ne sont pas identiques, mais je constate qu'il existe beaucoup de thèmes et de questions importants sur lesquels nous pouvons apprendre les uns des autres. Pour développer de bonnes pratiques, il faut observer ce que fait l'autre. C'est pourquoi une initiative de partenariat bilingue entre nos deux Villes serait vraiment une bonne chose. Même dans le domaine de la politique du logement, cela vaut la peine pour nous de regarder ce que Bienne a déjà entrepris. C'est très pertinent pour Fribourg.

GGB: Oui, et nous pouvons vraiment remercier la génération de politiciens précédente, qui, au 20e siècle, a eu la clairvoyance d'acquiescer pour la Ville des terrains et des biens immobiliers à des emplacements stratégiques. Une question m'intéresse: à Fribourg, la vieille ville est à la fois plus compacte et beaucoup plus grande. Comment évolue la zone d'habitation et de commerce dans cette zone? Y a-t-il un phénomène de disparition des petites enseignes?

TS: Oui, il y a eu chez nous une véritable disparition des petits commerces en vieille ville. Nous avons pu améliorer la situation en rendant celle-là largement piétonne. Il y avait autrefois 25'000 voitures par jour autour de la cathédrale. Depuis la fermeture du pont de Zehringen, en 2014, il n'y circule plus que des bus et des taxis. Cela nous a permis de rénover la vieille ville. Aujourd'hui, elle regorge de terrasses. De nouveaux magasins et établissements gastronomiques se développent sur et le long de cet ancien axe routier.

A Bienne, on peut encore circuler en voiture dans la vieille ville. Et les commerçants tiennent à ce que cela reste ainsi.

TS: Oui, chez nous aussi, il y avait des craintes que la ville se vide. Mais c'est tout le contraire qui s'est produit. Les rues piétonnes se sont bien développées, non seulement dans la vieille ville, mais aussi dans tout le centre-ville autour de la gare. Les gens sont partout les mêmes: à Fribourg aussi, ils font de plus en plus leurs achats sur Internet.

Un entretien «à la sauce biennoise»

Les questions de cet entretien ont été posées tantôt en bon allemand, tantôt en français. La langue maternelle de l'intervieweur, le corédacteur en chef du Bieler Tagblatt Werner De Schepper, est le flamand. Dans les rues de Bienne, il s'exprime en suisse allemand et en français. Les deux personnes questionnées se parlaient et répondaient le plus souvent en français. La langue maternelle de Glenda Gonzalez Bassi, originaire du Chili, est l'espagnol. Celle de Thierry Steiert, parfaitement bilingue, est le français: «Je n'ai appris l'allemand qu'à la maternelle, puis j'ai suivi toute ma scolarité en allemand.»

La traduction publiée ici a été réalisée par Laurent Kleisl, avec l'aide d'outils d'intelligence artificielle, sur la base du texte en allemand relu par les deux protagonistes de l'interview. La version française a été ensuite validée, elle aussi, par Glenda Gonzalez Bassi et Thierry Steiert. Un bel exemple de culture médiatique bilingue «à la sauce biennoise». *jdj*

jours été un facteur de cohésion nationale. Je trouve cela très positif. Et toi, Glenda?

GGB: Oui, bien sûr. Mais je ne mettrais pas uniquement l'accent sur l'armée. Le service civil offre aussi une forte interaction avec les gens. Personnellement, je n'ai pas effectué de service militaire. Mais il existe une autre voie qu'il faut absolument développer, je pense ici aux possibilités d'échanges entre Ecoles de différentes régions linguistiques.

Il faudrait en principe que les deux principales villes bilingues du pays, Biel/Bienne et Fribourg/Freiburg, montrent l'exemple sur cette question et lancent ensemble un partenariat entre cités bilingues. Cela vous donnerait davantage de poids, par exemple dans le débat actuel sur la suppression du français précoce.

TS: Ce pourrait être une bonne idée. Nous avons un objectif commun: défendre la diversité linguistique du pays et renforcer la cohésion nationale. Cette idée d'un partenariat entre nos deux Villes me paraît tout à fait pertinente, et j'aimerais la creuser davantage. Bien sûr, nos deux Cantons bilingues, Berne et Fribourg, devraient eux aussi la soutenir.

GGB: Absolument. Je trouve également que c'est une excellente idée. Ce serait parfait si le Canton faisait valoir son bilinguisme en allouant des moyens supplémentaires à des projets intercantonaux visant à développer ou encourager le bilinguisme. Si un enfant francophone passait une semaine dans une famille germanophone, ou inversement, ce serait déjà une tout autre qualité de mélange linguistique.

TS: Exactement, c'est important. Il faudrait ensuite mesurer et évaluer tout cela. Il existe déjà des offres-passe-